



**FÉDÉRATION
DES FINANCES**

**DECLARATION LIMINAIRE
CDAS DU 28 NOVEMBRE 2017**

BDRhône

Monsieur le Président,

Lors de l'élection de la déléguée départementale de l'action sociale, FO Finances avait émis des réserves quant au remplacement ou non de l'agent en place. Les faits nous ont donné raison. Le secrétariat général en a profité pour supprimer le poste.

Lors de la réorganisation du service CHORUS, un agent de la délégation a été affecté dans ce service. A ce jour deux personnels manquent à la délégation.

Cette situation engendre un surcroît de travail pour les agents qui, avec bonne volonté, essaient de palier ce déficit et travaillent donc dans des conditions très difficiles, stressantes.

A ce sujet, Force Ouvrière 13 a alerté la Fédération des Finances Force Ouvrière qui va intervenir auprès du Secrétariat Général.

Nous voudrions profiter de l'occasion qui nous est donnée pour remercier Michel Vignal, qui a fait valoir ses droits à la retraite, pour son dévouement, son sérieux et son sens du service social. Nous lui souhaitons une longue et heureuse retraite.

Au plan local, quelques remarques concernant la restauration. Nous nous félicitons du choix du nouveau prestataire qui a diminué les droits d'admission, ce qui ramène le coût du repas à un prix plus raisonnable d'autant plus que l'AAFIP 13 a augmenté sa subvention.

Cependant, un point noir demeure. Les retraités ne bénéficient d'aucune participation, ce qui porte le prix du repas à un tarif élevé, voir excessif.

Force Ouvrière vous demande, Monsieur le Président, de bien vouloir intervenir auprès de l'AAFIP 13 pour que les retraités puissent bénéficier d'une subvention.

Quant aux coins repas, FO Finances exige l'augmentation des crédits CAL et revendique l'attribution de crédits spécifiques, hors quota CAL, ce qui permettrait une meilleure dotation pour les coins repas dans les services isolés. A ce sujet, nous déplorons de nouveau la cherté des matériels fournis par l'UGAP.

Au plan national

Une enquête a été réalisée sur les prestations d'action sociale qui mérite réflexion et que nous souhaitons porter à votre connaissance.

Celle-ci fait ressortir des résultats qui confortent les revendications de Force Ouvrière Finances, même si ce genre d'enquête doit être analysé avec prudence car seulement 4 777 agents ont répondu.

Pour la restauration, la satisfaction globale est moyenne, 6,8/10

Parmi les agents qui ne fréquentent pas la restauration collective, un nombre important, notamment de catégorie C, apportent leur repas ou déjeunent à domicile. Certains considèrent que le rapport qualité/prix n'est pas satisfaisant.

FO Finances s'interroge sur le fonctionnement et le coût des restaurants financiers. Par ailleurs, la carte APETIZ pose problème, notamment en province dans la mesure où certains restaurateurs continuent à la refuser.

Pour le logement social, la satisfaction est de 8,2/10

Le logement social proposé par l'ALPAF a bénéficié à 29 % des agents (51 % en administration centrale et 27 % en services déconcentrés).

FO Finances est intervenue une nouvelle fois sur le manque de logements en région parisienne et en province.

S'agissant des aides et des prêts, parmi les agents qui n'ont jamais bénéficié d'une aide au logement, 26 % ne connaissent pas les aides proposés par l'ALPAF.

La communication est à revoir, notamment en ce qui concerne le nouveau site ALIZE qui n'est ni simple, ni ergonomique.

Pour l'aide à la parentalité, taux de satisfaction 7,7/10

9 % des agents ne connaissent pas du tout les aides disponibles, en particulier le CESU 6-12 ans. La direction souligne la nécessité d'une communication pro-active et prépare de nouveaux outils.

A propos du nombre de berceaux, FO Finances dénonce leur stagnation depuis 2014.

Pour les vacances famille, taux de satisfaction 7,8/10

Seuls 30 % des agents ayant répondu à l'enquête sont partis en vacances avec l'EPAF.
17 % des agents ne connaissent pas cette association.

**Cela pose question et démontre à l'évidence que le coût du séjour est trop élevé.
Cette appréciation rejoint l'analyse de FO Finances exprimée maintes fois au CNAS.**

Pour les vacances enfant, taux de satisfaction 8/10

Même constat que pour les vacances famille. Certains agents ne connaissent pas l'offre EPAF et d'autres estiment le coût trop élevé.

Pour FO Finances, le schéma de transport est inadapté avec des trajets bien trop longs.
En outre, une seule plateforme, Villepinte, ce qui induit des trajets supplémentaires pour le sud de la France.

Il n'est pas admissible que, pour une question d'économie, l'EPAF impose aux enfants des trajets pouvant aller jusqu'à 20 heures !!!

**FO Finances rappelle son attachement
à une politique d'action sociale
permettant de garantir l'égalité de traitement et d'accès
aux prestations pour tous les agents**

**L'Etat Employeur doit répondre aux aspirations
et aux attentes de ses personnels**